

TRETS/ Le conseil municipal s'est déroulé mercredi soir

La Ville a signé la motion contre le passage de la LGV dans la vallée

Quel intérêt, pour nous, cette ligne à grande vitesse ? a lancé le maire Jean-Claude Féraud au cours du conseil municipal, mercredi. *Ce qui nous manque cruellement a-t-il souligné, ce sont les dessertes régionales. Nous n'avons pas besoin de LGV mais de lignes de transports fiables.* Et de faire voter comme un seul homme l'ensemble des conseillers municipaux pour la motion contre le tracé annoncé dans la vallée de l'Arc.

Pas que les vignerons à défendre

Pour le maire ce tracé "aurait pour conséquence de réduire l'économie des activités industrielles, viticoles et agricoles de la vallée, de mutiler l'environnement et le paysage et de majorer les nuisances, notamment sonores. Pour toutes ces raisons et bien d'autres la commune de Trets s'oppose fermement à tout passage sur son territoire".

Il a précisé que mettre en exergue uniquement le com-



► Les élus ont augmenté les droits de place sur le marché. Permanents et passagers passeront à partir du 1^{er} janvier de 1 € le mètre linéaire à 1,50 € avec branchement aux bornes. / PHOTO N.E

barrage était insuffisant. "Il faut ajouter les atouts écologiques, financiers et tous les intérêts agricoles", pour que le front du refus soit suffisamment fort. Rendez-vous a ensuite été donné à 9 heures dimanche pour manifester avec les vignerons de la Sainte Victoire, au carrefour de La Barque, rond-point du Canet de Meyreuil, afin de manifester contre ce tracé. ■

UN DÉPART ET UNE ARRIVÉE ANNONCÉS

Jean-Claude Féraud a annoncé sa décision de décharger de ses fonctions le directeur général des services à compter du 1^{er} décembre. Mais le recrutement d'un agent de plus à l'urbanisme a soulevé davantage de questions. Nathalie Gastaud, chef de file de l'opposition, a regretté un "empilement de compétences, doublée d'une accumulation de recrutements. "Si j'ai le sentiment d'alourdir la facture c'est parce que nous en avons besoin" a justifié le maire annonçant des économies pour financer ces recrutements sans augmenter les impôts.